

VD_FINDINFO Décision / 2014 / 395 vom 1. Mai 2014

VD Tribunal cantonal, 2014-05-01, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_findinfo_D_cision___2014___395

FR: VD_FINDINFO Décision / 2014 / 395 du 1 mai 2014

IT: VD_FINDINFO Décision / 2014 / 395 del 1 maggio 2014

Regeste

RETRAIT{VOIE DE DROIT}, RADIATION DU RÔLE | 94 al. 1 let. c LPA-VD

Volltext

Vaud Tribunal cantonal Cour des assurances sociales 01.05.2014 Décision / 2014 / 395

RETRAIT{VOIE DE DROIT}, RADIATION DU RÔLE | 94 al. 1 let. c LPA-VD

TRIBUNAL CANTONAL AI 52/14 - 98/2014 ZD14.010591 COUR DES ASSURANCES SOCIALES _____ Décision du 1er mai 2014 _____ Présidence de Mme Berberat , juge unique
Greffière : Mme Berseth Bébox ***** Cause pendante entre : B. _____ , à Lausanne, recourant, et Office de l'assurance-invalidité pour le canton de Vaud , à Vevey, intimé. _____ Art. 94 al. 1 let. c LPA-VD Vu le recours formé le 12 mars 2014 par B. _____ (ci-après : le recourant) à l'encontre de la décision rendue le 3 mars 2014 par l'Office de l'assurance-invalidité pour le canton de Vaud refusant le droit à une rente d'invalidité, vu la déclaration de retrait du recours envoyée par le recourant le 24 avril 2014 ; considérant qu'il y a lieu de rayer la cause du rôle par suite de retrait du recours, selon la procédure de l'art. 94 al. 1 let. c LPA-VD (loi vaudoise du 28 octobre 2008 sur la procédure administrative ; RSV 173.36), qu'il n'y a pas lieu de percevoir des frais de justice ni d'allouer de dépens (art. 91 et 99 LPA-VD). Par ces motifs, la juge unique prononce : I. La cause est rayée du rôle par suite de retrait du recours. II. Il n'est pas perçu de frais judiciaires ni alloué de dépens. La juge unique : La greffière : Du La décision qui précède est notifiée à : ■ B. _____, Lausanne, ■ Office de l'assurance-invalidité pour le canton de Vaud, Vevey ■ Office fédéral des assurances sociales, Berne, par l'envoi de photocopies. La présente décision peut faire l'objet d'un recours en matière de droit public devant le Tribunal fédéral au sens des art. 82 ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral ; RS 173.110), cas échéant d'un recours constitutionnel subsidiaire au sens des art. 113 ss LTF. Ces recours doivent être déposés devant le Tribunal fédéral (Schweizerhofquai 6, 6004 Lucerne) dans les trente jours qui suivent la présente notification (art. 100 al. 1 LTF). La greffière :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.